

## SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1<sup>re</sup> Division

## AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6252<sup>F</sup>

Réseau

(Service Contentieux)

## OBJET DE LA CONSULTATION

ALLOCATIONS AUX VIEUX TRAVAILLEURS SALARIÉS

- loi du 14 MARS 1941 -

Petits exploitants agricoles.

Références : 5266<sup>F</sup> (re de France)

Observations :

D<sup>re</sup> N° 6252<sup>F</sup> ; Aff. : ALLOCATIONS aux VIEUX TRAVAILLEURS

- PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES

Mod. 125. — 78802. — MARLON et RENOU (4-36). — 3.000 ex. in-4° double. — Raison orange parch. 40 kg.

Paris, le 27 Octobre 1942

Madame,

Comme suite à notre correspondance et aux diverses démarches faites auprès des Services Sociaux du Secrétariat d'Etat au Travail au sujet de la question que vous m'avez soumise, je vous informe que, dès lors que vous n'avez jamais été ni fermière, ni métayère, ni salariée, ni affiliée aux retraites ouvrières et paysannes, mais que vous et votre mari avez, comme vous me le précisez, exploité toujours votre propre bien rural ou celui de vos parents ou beaux-parents en dehors de tout contrat de bail ou de louage de services, vous ne rentrez pas, en l'état actuel des lois et règlements, malgré vos charges de famille, dans les catégories de bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs -catégories limitativement déterminées par les textes en vigueur.

Il est probable toutefois que, comme il m'a été dit avant-hier par les Services du Ministère consultés, de nouvelles dispositions extensives seront prises en faveur des petits propriétaires exploitants dans votre situation, qui est évidemment digne d'intérêt; et, dans ce cas, je ne manquerai pas de vous en aviser et de me mettre à votre disposition si vous le désirez pour tous renseignements et formalités.

Je regrette vivement de ne pouvoir, en la circonstance, vous donner dès maintenant une réponse satisfaisante; mais, avant de vous écrire -et c'est ce qui explique le retard, dont je m'excuse-, j'ai tenu à prendre des informations récentes à bonne source et il m'a malheureusement été indiqué que l'interprétation actuelle de la législation ne permettrait pas, sur le vu des renseignements communiqués, de donner pour le moment une suite favorable à votre demande. Cependant, je le répète, on étudie de nouvelles modalités, qui pourraient s'appliquer à votre cas.

...  
Madame veuve P. PETITBON-AUGU  
à la Rongère,  
Commune de PARASSY, par les AIX-d'ANGILLON  
(Cher)



L'espèce que vous m'avez indiquée est toute différente de la vôtre; l'intéressé était, en effet, métayer et il se trouvait ainsi en mesure de bénéficier des dispositions des Circulaires 47 P, 84 P et 90 P des 9 mai, 14 septembre et 29 septembre 1941.- Ces Circulaires ne sont pas applicables à votre situation, car elles ne visent que les anciens métayers, devenus petits propriétaires exploitants en acquérant un domaine propre. Il en est de même pour les petits fermiers, en vertu de la Circulaire SG P AS/1942, dont ci-joint copie.

Peut-être pourriez-vous cependant, dès maintenant saisir de votre affaire, en vue d'un examen bienveillant, les Services des Assurances Sociales, Palais Jacques-Coeur, à Bourges.

En vous remerciant à nouveau de votre excellent accueil en août dernier, accueil auquel j'ai été très sensible, je vous prie, Madame, de vouloir bien agréer mes respectueux hommages.

SECRETARIAT D'ETAT AU TRAVAIL

ETAT FRANÇAIS

Direction  
des Assurances Sociales  
et de la Mutualité.

*in élé prout*  
*3 copies en telus*  
27/10/42  
PARIS, le 14 août 1942

Circulaire n° 56-P AS/1942

Le Ministre, Secrétaire d'Etat  
à l'Agriculture

et le Secrétaire d'Etat au Travail,

Allocation aux vieux tra-  
vailleurs salariés.  
Anciens salariés devenus  
petits fermiers.

à Messieurs les Directeurs des  
Services Régionaux des Assurances Sociales.

Les circulaires n° 47-P du 9 mai 1941, 84-P du 14 septembre 1941 et 90-P du 29 septembre 1941 ont apporté aux conditions d'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs certaines dérogations concernant notamment des travailleurs des professions agricoles.

Au nombre des bénéficiaires de ces dérogations figurent entre autres, les anciens métayers qui sont devenus petits propriétaires exploitants, en acquérant un domaine propre, parfois même celui qu'ils exploitaient auparavant pour le compte d'un tiers.

Ils en sont exclus par contre, s'ils n'ont fait que prendre à ferme ce bien.

D'une façon générale, les petits fermiers qui sont devenus tels après avoir exercé, pendant la majeure partie de leur existence, une profession salariée ou assimilée se voient privés du bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs, même s'ils tiennent leur fonds de leur ancien employeur, comme c'est le cas le plus fréquent.

Cependant, qu'ils aient pris à ferme leur bien ou qu'ils l'aient acquis en pleine propriété, les uns et les autres n'ont pas cessé de travailler dans des conditions identiques à ceux des salariés de leur profession et sans qu'il y ait eu modification de leur train de vie.

Il serait inéquitable de maintenir entre eux des distinctions fondées sur la seule diversité de leurs titres de jouissance, alors que leurs conditions de vie sont restées sensiblement les mêmes.

Il semble également peu justifié de leur appliquer un traitement moins favorable qu'aux vieux travailleurs de même âge et de même profession, dont la dernière activité professionnelle a consisté dans l'occupation d'un emploi salarié.

.....



Aussi, a-t-il été décidé d'observer, à l'égard des vieux travailleurs des professions agricoles, pour l'examen de leurs demandes d'allocations, la règle suivante :

"Tout vieux travailleur ayant exercé au moins 5 ans après l'âge de 50 ans une profession salariée ou assimilée au regard de la législation des Assurances Sociales (et remplissant par ailleurs toutes autres conditions requises par la loi) a droit à l'allocation même si sa dernière activité professionnelle a consisté dans l'exploitation d'un domaine rural pris à ferme".

Il devra cependant justifier :

1°- qu'il travaillait d'ordinaire seul ou avec l'aide des membres de sa famille (conjoint, ascendants, descendants, frères, soeurs ou alliés au même degré).

2°- ou qu'il n'a pas payé, en dehors de la main-d'oeuvre familiale, plus de 75 journées de travail par an.

3°- ou, ayant au moins deux enfants de moins de 14 ans, qu'il n'a pas employé, en outre, *plus d'* un salarié agricole de façon permanente ou non.

Vous voudrez bien communiquer la présente circulaire aux Caisses d'assurance-vieillesse de votre région.

Le Secrétaire d'Etat au Travail,

Hubert LAGARDELLE

P. le Ministre, Secrétaire  
d'Etat à l'Agriculture,  
LE SECRETAIRE GENERAL A L'AGRICULTURE,  
PREAUD.

Direction  
des Assurances Sociales  
et de la Mutualité

PARIS, le 27 août 1942

E R R A T U M

à la circulaire n° 56-P AS/1942 du 14 août 1942.

Page 2 - au lieu de :

3°- ou, ayant au moins deux enfants de moins de 14 ans,  
qu'il n'a pas employé, en outre, un salarié agricole de façon  
permanente ou non.

lire :

3°- ou, ayant au moins deux enfants de moins de 14 ans,  
qu'il n'a pas employé, en outre, plus d'un salarié agricole de  
façon permanente ou non.

Papier, le 9 Septembre 1942

Madame,

J'ai examiné la question  
que vous m'avez soumise et ai fait  
effectuer à son sujet une démarche  
officielle au Secrétariat d'Etat au  
Travail.

Pour me permettre de vous  
renseigner en connaissance de cause,  
voudriez-vous me donner les préci-  
sions ci-après, sur lesquelles le  
Ministère appelle tout particulière-  
ment l'attention :

1°) N'avez-vous toujours exploité  
que des biens vous appartenant (sol,  
cheptel) ?

A travaillé sur des biens appartenant  
aux parents de son mari de 1893 à  
Madame PETITBON à LA RONGERE 1902. Pendant ces 10 ans, travail pour  
le compte de ses beaux parents, sous  
salaire - nourriture, logement -  
argent de poche - seulement. Après 1902

L'intéressé a  
répondu le 12-9



mort de beaucoup parents, exploitation dirigée par  
la main de la femme mariée morte en 1929, a continué  
seule. A sa mort de 88 ans à sa charge - M'en  
par d'économie

2°) Ou avez-vous exploité également  
des biens en qualité de métayère ou  
en qualité de fermière ? non

Il conviendrait d'indiquer dans ces  
divers cas les date et durée de l'ex-  
ploitation, le montant du revenu cadas-

tral des biens, <sup>800°</sup> l'importance approxi-  
mative du cheptel et la composition de <sup>600° du cheptel de beaucoup parents</sup>  
la main-d'oeuvre (main-d'oeuvre fami-  
liale ou ~~salariale~~).

3°) Etes-vous titulaire d'allocation  
et bonification accordées par l'Etat  
au titre d'assurée obligatoire des non  
retraites ouvrières et paysannes ?

En vous renouvelant tous mes  
remerciements pour l'excellent accueil  
que vous m'avez réservé, je vous prie  
d'agréer, Madame, l'expression de mes  
respectueux sentiments.



La Rougière le 12 Sept 92

Monsieur

En réponse à la lettre que  
vous avez bien voulu m'envoyer  
qui a trait à la demande  
de retraite des vieux travailleurs  
1<sup>re</sup> D<sup>eu</sup>, je n'ai jamais travaillé  
sur qu'à des biens nous appar-  
tenant, tel cheptel.

2<sup>e</sup> Je réponds, je n'ai ja-  
mais été métayère ou  
fermière,

3<sup>e</sup> Je n'ai jamais été assu-  
rée obligatoire, des retraites  
ouvrières et frays s<sup>on</sup>  
re question, nous avons tra-  
vaillé sur le bien appar-  
tenant aux Parents de  
mon mari de 1893 à 1902

Pendant ces dix années nous  
avons travaillé pour le  
compte de mes beaux pa-  
rents, sans salaire qu'une  
gratification pour la  
sortie du dimanche. Le  
revenu se montait annu-  
ellement à 800 francs. Le  
cheptel vif et mort valait  
à peu près à 600 fr.  
la main d'œuvre était com-  
posée de mon mari et de  
moi. après cela mes beaux  
parents sont morts. et  
nous avons continué sous  
les yeux mon mari à  
l'exploitation de notre  
petit bien, nous avons ré-  
ussi mais nous n'avons  
jamais su faire des éco-  
nomies, pour nos vieux  
jours. Mon mari est



mort en 1929 et je suis  
restée seule, j'ai aidé mes  
Sœurs, mon père <sup>est mort</sup> cette  
année à l'âge de 93 ans  
et ma mère qui en a 88.  
à laquelle il faut que  
je l'aide.

Je n'ai jamais touché  
aucune allocation de  
l'État.

Monsieur je vous prie d'  
agréer l'expression de  
mes meilleurs sentiments  
et mes sincères remercie-  
ments, pour la lettre que  
vous avez bien m'envoyer.

Auqu. femme Sékiz Lou.  
La Rangère, pour les cœurs d'Angillon.  
- Cher -

Monsieur L. Amet  
42, rue Boursault



Paris 17  
Seine

